



# Pacte civique

## Flash Info

### Covid-19 et démocratie

Gouverner en démocratie dans l'incertitude et le doute, reconnaissons que cet exercice inédit n'a rien d'évident, ni pour le gouvernement, ni pour les autorités médicales, ni même pour les grands médias. Le Pacte civique n'a pas de compétence particulière en matière d'épidémiologie ou de santé publique, et ne saurait donc se poser en donneur de leçons. Il souhaite, en revanche, en s'appuyant sur ses « fondamentaux » (questionnement, écoute, discernement, refus des slogans et des simplifications hâtives), favoriser le débat sur quelques problèmes soulevés par la gestion actuelle de la crise sanitaire, qui touchent à la qualité démocratique. Nous vous invitons à [réagir](#), à nous faire part de vos remarques, objections et propositions.

#### 1/ L'insuffisance du débat public sur la nature et la gestion de l'épidémie

Le monde médical est **profondément divisé** sur l'interprétation des données scientifiques et des faits. Pour résumer à gros traits, la tendance « *mainstream* » voit dans l'augmentation, depuis plusieurs semaines, du nombre de personnes contaminées, le début d'une nouvelle vague épidémique présentant les mêmes caractéristiques et les mêmes risques que celle du printemps dernier, alors que la tendance « *voix discordantes*<sup>1</sup> », constatant que cette augmentation a peu de répercussions sur la santé des personnes atteintes, y voit une évolution positive vers une immunité collective qui devrait signer la fin de la crise sanitaire.

L'existence de divergences aussi radicales n'est pas choquante en soi, dans cette phase où les connaissances évoluent chaque jour. Ce qui l'est davantage, c'est que, à de rares exceptions près, seule la tendance « *mainstream* » ait **accès aux grands médias**, c'est aussi que des « *voix discordantes* » soient censurées sur certains réseaux sociaux, c'est surtout **qu'aucun débat apaisé** entre les deux camps ne permette au grand public de prendre du recul, de mieux comprendre les enjeux et les motivations des politiques publiques.

<sup>1</sup> Représentée par des personnalités telles que le Professeur Perronne, la généticienne Alexandra Henrion Caude, l'anthropologue de la santé Jean-Dominique Michel, et bien d'autres, qu'on classera difficilement dans la catégorie des amateurs au vu de leurs cursus universitaires et professionnels.

<sup>2</sup> Cet antiviral doit être administré préventivement ou en début d'infection. Or il a été testé sur des cas bien plus avancés, présentant des insuffisances respiratoires graves

<sup>3</sup> Même s'ils sont contestés par de nombreux experts et membres du corps médical.

#### 2/ Le manque de transparence des autorités médicales et des pouvoirs publics

Comment comprendre que les **tests d'évaluation** de l'hydroxychloroquine, commandés par le gouvernement, aient été, semble-t-il, faussés<sup>2</sup> et que la transparence sur ce sujet ne soit pas totale ? Pourquoi la **campagne Discovery** d'évaluation de différentes médications, lancée par le gouvernement en mars dernier et considérée à l'époque comme un axe stratégique majeur, a-t-elle été peu suivie dans les autres pays européens ? Quelles en sont les conclusions ? Pourquoi n'a-t-elle donné lieu à aucune publication officielle ?

Le **port du masque** dans les lieux publics fermés a été recommandé, puis rendu obligatoire, en s'appuyant sur des arguments clairs et compréhensibles<sup>3</sup>. Cette obligation est maintenant étendue, de manière de plus en plus fréquente, aux lieux publics extérieurs. Dans quel but, pour répondre à quel danger ? On aboutit à ce paradoxe que des personnes masquées marchent dans la rue alors que des personnes sans masque s'agglutinent aux terrasses ou à l'intérieur des cafés et restaurants.

Pourquoi également n'avons-nous aucun retour sur la non appropriation par la population de l'application « **stop covid** » ?

Face à des questions complexes, à des situations fluctuantes, les autorités médicales et le gouvernement semblent avoir fait le choix de l'opacité et de la contrainte. Faute d'**explications claires** et de **transparence**, le citoyen, ne comprenant rien à la situation et à ce qu'on lui demande de faire, risque de se réfugier dans la passivité et de ne plus faire confiance à personne. Notre démocratie, minée depuis des années par la **défiance**, n'a pas vraiment besoin de cela !

### 3/ Le manque de délibération politique sur la stratégie

Certes, la période estivale n'est pas favorable aux grands débats parlementaires. Mais tout de même ! Comment la représentation nationale a-t-elle été consultée sur la stratégie de **renforcement des mesures d'isolement** pour faire face à l'augmentation de la circulation du virus ?

Le gouvernement, conjointement à ses homologues allemand, italien et néerlandais, a passé, dès le mois de juin, une précommande de 400 millions de doses de vaccins au laboratoire britannique *AstraZeneca*. On ne pourra pas le taxer, sur ce point, de manque d'anticipation ! Sa communication semble considérer la **vaccination généralisée** comme une évidence, la seule issue possible à la crise de la Covid-19. Mais il s'agit d'un **choix stratégique lourd**, dont les enjeux sanitaires (est-on sûr, à l'issue de procédures de vérification accélérées, d'avoir identifié tous les risques ?), financiers et même éthiques<sup>4</sup> sont considérables. Un exécutif, aussi légitime soit-il, peut-il, en démocratie<sup>5</sup>, prendre pareille option sans avoir organisé, sous une forme appropriée, une **délibération sérieuse** ? Compte tenu du caractère très « pointu » du sujet, nous suggérons une **conférence de consensus** où s'exprimeraient, outre des citoyens tirés au sort, des experts, scientifiques, médecins, économistes, industriels, etc.



<sup>4</sup> Certains vaccins en développement ont pour principe une manipulation du génome humain.

<sup>5</sup> Nous ne sommes plus dans les années 1970 où le gouvernement avait enclenché le programme électro-nucléaire français sans consultation du Parlement.

<sup>6</sup> Rappelons que Youtube appartient à Google.

<sup>7</sup> Bill Gates finance l'OMS via sa fondation, et est également très investi auprès de fabricants de vaccins.

<sup>8</sup> Celle-ci constitue en outre une juste contrepartie au civisme légitimement réclamé aux citoyens.

### 4/ Le poids des lobbys pharmaceutiques

La domination, au niveau international, des **grandes entreprises pharmaceutiques** sur le monde de la santé n'est pas nouvelle.

Elle permet à ces groupes non seulement d'influencer les politiques publiques, mais encore, ce qui est plus grave à terme, de peser sur la manière dont les **connaissances biologiques et médicales** sont produites. Les mésaventures récentes de la revue médicale « *The Lancet* » ont mis en évidence la corruption et le désordre qui affectent ce secteur. Il faut également avoir conscience de l'**influence des Gafa** en matière de santé, via leurs liens avec certains réseaux sociaux<sup>6</sup>, avec certaines entreprises pharmaceutiques ou via leurs financements<sup>7</sup>.

En France, comme ailleurs, les grands laboratoires pharmaceutiques rétribuent, de manière plus ou moins directe, un nombre non négligeable de responsables médicaux, qui se trouvent placés de fait dans des situations de **conflits d'intérêts** anormales. C'est, hélas, le cas de certains médecins chargés de mettre en œuvre la campagne *Discovery*. Quand les instances du monde médical se décideront-elles à remettre de l'ordre dans la profession ? Une première étape consisterait à rendre **transparents tous les liens** entre médecins et industrie.

Mais ces conflits d'intérêt affectent également les institutions chargées de **conseiller le gouvernement** en matière médicale, en particulier le *Conseil scientifique* et le *Comité analyse-recherche-expertise* (CARE), récemment créés. Ce n'est pas admissible ! Le gouvernement devrait, dans les plus brefs délais, s'assurer de la **neutralité** des personnalités qui les composent.

Au niveau **parlementaire**, le même problème se pose. Il importe que les liens entre parlementaires et laboratoires pharmaceutiques soient identifiés de manière précise, et que les élus concernés, appliquant une **déontologie élémentaire**, s'abstiennent d'intervenir lorsqu'apparaissent des risques de conflits d'intérêt.

Que ce soit au niveau des organisations internationales, des élus et responsables publics, des entreprises ou des professions (nous pensons bien sûr à l'ordre des médecins, mais bien d'autres métiers sont concernés), les **règles éthiques** sont connues et **doivent s'appliquer**. Il en va de notre capacité à surmonter les crises à venir ; il en va de l'avenir de la démocratie.

**Les questions que nous soulevons ne sont pas anodines. La crise de la Covid-19 affecte profondément le fonctionnement de notre système de santé et de notre économie, c'est un fait ! Il ne faudrait pas qu'elle se traduise aussi par des atteintes durables à la qualité de notre vie démocratique<sup>8</sup>. Restons vigilants !**